



## Subvention salariale – Programme de relance du marché du travail

### En quoi consiste la subvention salariale pour la relance du marché du travail?

La subvention salariale pour la relance du marché du travail est une aide financière offerte aux employeurs touchés par les restrictions sur les rassemblements qui ont été imposées par un arrêté de santé publique. Cette subvention vise à aider les employeurs à maintenir leurs employés en poste ou à les faire revenir au travail même s'ils perdent des revenus en raison d'un arrêté de santé publique imposant des restrictions sur les rassemblements publiés ou modifiés par le BACSP après le 1<sup>er</sup> août 2021.

Les entreprises jugées non essentielles peuvent présenter une demande de subvention salariale de 2 000 \$ maximum par employé jusqu'à concurrence de 10 000 \$. Les demandes seront traitées selon l'ordre de réception. Cette subvention sera offerte jusqu'au 31 mars 2022 ou jusqu'à l'allocation complète des fonds.

### Qui peut présenter une demande?

Les entreprises enregistrées, les associations sectorielles, les organismes locaux d'habitation, les organisations non gouvernementales, les administrations municipales et locales, et les organismes et les gouvernements autochtones peuvent bénéficier de ce soutien.

Pour être admissible, l'entreprise doit répondre aux critères suivants :

- Elle a été jugée non essentielle conformément à l'une des mesures de santé publique liée à la pandémie de COVID-19;
- Elle a subi des pertes de revenus depuis la période de référence (juillet 2021);
- Elle a dû réduire ou interrompre ses services;
- Elle doit être située dans une collectivité où le Bureau de l'administrateur en chef de la santé publique a pris un arrêté de santé publique imposant des restrictions, ce qui a eu une incidence sur les revenus.

Les organismes sans but lucratif qui ont dû réduire les heures de travail de leurs employés depuis la période de référence (juillet 2021) sont également admissibles.

Les entreprises enregistrées doivent être en activité depuis un minimum de six mois, avoir l'autorisation de mener leurs activités aux TNO et être inscrites auprès de la Commission de la sécurité du travail et de l'indemnisation des travailleurs (CSTIT) des TNO.

Les transporteurs aériens, les entreprises exemptées des mesures de santé publique ainsi que les organisations gouvernementales fédérales et territoriales (y compris les sociétés d'État) **ne sont pas** admissibles.

### Comment présenter une demande?

Les employeurs doivent remplir un formulaire de demande de financement au titre du programme de relance du marché du travail à leur centre régional des services du MÉCF. La demande ne sera traitée que si elle inclut tous les éléments requis.

Pour recevoir du financement, les employeurs doivent :

- remplir un formulaire de demande de financement au titre du programme;
- inclure une preuve du statut légal à titre d'entreprise, de société ou d'association;
- fournir une liste à jour des signataires, des membres du conseil d'administration ou du président et des membres du conseil (le cas échéant);
- inclure la preuve de la couverture d'assurance de responsabilité civile;
- inclure la preuve de l'inscription auprès de la Commission de la sécurité du travail et de l'indemnisation des travailleurs (CSTIT).

L'employé fournira ce qui suit :

- Formulaire de demande de service dûment rempli et signé.